

PHILIPPE RAYNAUD

## *Le Parti communiste et Mai 68*

Si, comme le dit ici même C. Journès, on peut admettre qu'à la fin des années 1970 l'attitude des communistes (des dirigeants et des militants) à l'égard des aspects « gauchistes » de Mai 1968 a changé, il serait hâtif d'en conclure que cette modification traduit un changement en profondeur de l'idéologie du parti. Si l'on défendait cette thèse, il faudrait montrer que les positions prises en 1968 et dans les années qui ont suivi mettaient en jeu les *principes* de la politique communiste, et non pas simplement la stratégie et la tactique qui prévalaient alors ; le problème est donc pour nous de reconstituer la logique des prises de position du PCF en 1968, avant d'analyser les constantes et les variations de l'interprétation communiste du mouvement de Mai.

### 1. — LE PCF EN 1968

Pour comprendre l'attitude des communistes en 1968, le mieux est sans doute de se placer au point de vue de la direction du parti lui-même, et de reconstituer les problèmes que lui posait le développement d'un mouvement social important, qui portait au premier plan des mouvements d'extrême gauche jusqu'alors relativement obscurs. Or, il est clair, comme l'avait bien vu alors Annie Kriegel (1), que, dans le contexte de la formation de l'Union de la gauche (qui, pour le PCF, devait préparer la « voie démocratique au socialisme »), le

(1) Annie Kriegel, *Les communistes français*, Paris, Le Seuil, 1968, 3<sup>e</sup> éd., 1985.

mouvement de Mai, avec tout ce qu'il avait d'imprévu, représentait à bien des égards une gêne pour le parti. En ce sens, l'attitude du PCF était d'une certaine façon « rationnelle » : il était *aventureux* (voire « aventuriste ») de parier sur un mouvement qui pouvait conduire aussi bien à un simple retour aux politiques d'avant 1958 qu'à un affrontement prématuré ; il fallait donc au contraire contenir ce mouvement dans les limites étroites de la « défense des revendications », pour préserver les chances d'une « véritable » « alternative démocratique ».

A ce problème stratégique, s'ajoutait un fait douloureux pour la direction communiste : alors que, de 1962 à 1967, on avait pu progressivement éliminer les différentes oppositions internes de l'UEC (« italienne », puis « trotskyste » et « maoïste »), voilà que les groupes issus de cette épuration connaissaient une notoriété nationale, bien au-delà des cercles intellectuels militants.

L'attitude de Georges Marchais et de ses amis est dans ce contexte aisément intelligible : il s'agissait, en même temps que l'on saluait la convergence possible du mouvement étudiant (puis des grèves ouvrières) avec les « forces démocratiques », de s'efforcer de les mettre au service d'une stratégie déjà élaborée (et dont le succès dans d'autres pays, comme la Tchécoslovaquie de 1948, montrait le bien-fondé). On comprend aussi que les premières analyses proposées après l'événement soient surtout fondées sur la *critique* des illusions du mouvement étudiant (2) : illusion autogestionnaire de la conquête *des* « pouvoirs » (étudiant, ouvrier, etc.) qui détourne l'attention du problème essentiel qui reste celui *du* pouvoir politique central, illusion *spontanéiste* qui aboutit à remettre en cause le rôle irremplaçable des *appareils* politiques et syndicaux dans la politique révolutionnaire (3). Dans ce cadre-là, l'attachement de nombreux enseignants communistes à certaines valeurs « républicaines » ébranlées par la crise de 1968 (pédagogie directive, « méritocratie » scolaire, etc.), qui justifiait à leurs yeux la méfiance à l'égard des thèmes de l'auto-gestion pédagogique, est sans doute beaucoup moins important que les contraintes politiques. L'essentiel, c'était la conscience du fait que, par ses revendications « qualitatives » et son orientation anti-bureaucratique, le mouvement de Mai avait un potentiel antimarxiste qui devait impérativement être neutralisé. Un schéma léniniste classique (celui de la solidarité entre l'« opportunisme de gauche » et l'« opportunisme de droite ») permettait par ailleurs de dévoiler,

(2) Michel Verret, Mai étudiant ou les substitutions, in *La Pensée*, n° 143, février 1969.

(3) Michel Verret, *op. cit.*, p. 12-13.

derrière la phraséologie révolutionnaire des « gauchistes », l'orientation effectivement réformiste qui inspirait les critiques de la société industrielle et de l'autoritarisme ou les revendications d'auto-gouvernement.

## 2. — MAI 68 APRÈS MAI 68

Pour l'essentiel, dans les années qui ont suivi, la plupart des interprétations communistes restèrent fidèles à la position prise « à chaud » : comme le dit le manifeste de Champigny, le mouvement de Mai 1968 a marqué une étape importante dans le rassemblement des « forces démocratiques » contre les monopoles, autour de la classe ouvrière, même si, faute des conditions politiques du succès, il a favorisé diverses illusions, réformistes ou « gauchistes ».

Diverses circonstances favorisaient cependant quelques *variations* sur ces thèmes, somme toute, assez pauvres. Dans un premier temps, on joua assez habilement de l'agacement de beaucoup d'hommes de gauche devant les formes nouvelles de la contestation pour investir avec leur appui des appareils syndicaux jusqu'alors dominés par l'extrême gauche enseignante (SNESUP) ou pour s'installer dans les structures de direction mises en place par la loi d'orientation de 1968. Par la suite, quand il devint évident que les « gauchistes » ne disparaîtraient pas immédiatement, et qu'ils influençaient une partie de la gauche non communiste (le PSU, voire la gauche du Parti socialiste), le problème devenait de récupérer ce qu'il y avait chez les *individus* d'énergie révolutionnaire tout en refusant toute espèce d'existence aux organisations gauchistes et en analysant avec plus ou moins de bonheur les divers éléments de la sensibilité « gauchiste » (critique de l'École, antipsychiatrie, « sinophilie » maoïste, etc.), toujours perçue à travers le schéma léniniste de la complicité entre réformisme et « gauchisme ». Les débats internes au PCF faisaient aussi apparaître un autre problème. Ceux qui, en 1968 ou dans les années qui suivirent, manifestèrent une certaine compréhension pour les étudiants gauchistes avaient en général très peu de sympathie pour les idéologies maoïstes ou trotskystes, mais étaient plutôt sensibles à l'importance du mouvement social représenté par l'entrée en action de couches de jeunes intellectuels. Dans leur esprit, comme devait le dire Roger Garaudy, il fallait donc envisager une réorientation de la stratégie du parti et une modification de sa politique d'« alliances de classes » ; or, un tel changement aurait conduit non seulement à modifier la politique d'Union de la gauche, mais à

remettre en question l'identité même du « Parti de la classe ouvrière » : pas plus que les thèmes gauchistes, l'intérêt pour les « nouveaux mouvements sociaux » ne pouvait guère conduire à un changement dans l'appréciation portée par le PCF sur Mai 68.

### 3. — LE PCF ET MAI 68 AUJOURD'HUI

On comprend donc que, tant que sa stratégie demeurerait la même, l'attitude du Parti communiste à l'égard du mouvement de Mai ne pouvait pas changer très profondément. Si, après 1978, elle a évolué, cela ne tient donc pas tant à une modification en profondeur de l'*idéologie* communiste qu'à un changement stratégique, déterminé en partie par l'évolution de la politique française. L'abandon de la dictature du prolétariat a ici peu de poids : elle est dans la droite ligne du ralliement antérieur à la pluralité des partis ou à la « voie pacifique » au socialisme, et ne sort pas du cadre classique de la stratégie communiste depuis la formation des démocraties populaires. Il n'est pas évident non plus que le PCF soit aujourd'hui plus sensible aux mouvements qui affectent la société française, puisqu'il met en valeur des revendications, des formes d'action ou des aspirations qui semblent beaucoup moins attirantes que lorsqu'il les refusait ; au contraire, il semble bien que le divorce entre la société française et le Parti communiste n'a jamais été aussi profond : le Parti même ne dit-il pas, pour expliquer ses infortunes, que la société elle-même a glissé à droite ? Dans ce contexte nouveau, la reprise aujourd'hui de certains aspects du « gauchisme » peut présenter des avantages ; l'affermissement du Parti socialiste (dont il est désormais clair qu'il ne sera pas le marchepied qui permettrait au « Parti de la classe ouvrière » de promouvoir le « socialisme ») a conduit en 1978 à l'abandon plus ou moins officiel de la stratégie unitaire et, inversement, les conditions qui conduisaient en 1968 à condamner les thèmes gauchistes (leur potentiel antibureaucratique, l'existence d'*organisations* qui prétendaient concurrencer le Parti sur son propre terrain) ont aujourd'hui disparu : on peut donc en toute sécurité jouer sur la rhétorique révolutionnaire.

Les effets de Mai 68 (le développement de l'individualisme, la démocratisation des relations sociales) vont sans doute à l'encontre des intentions de beaucoup de ses acteurs : en réhabilitant certains aspects de l'idéologie de ces derniers, le PCF continue paradoxalement à s'opposer à ce qui fait le sens de l'événement lui-même.